# Note à l'attention du Représentant Résident sur l'état de mise en œuvre des Objectifs Internationaux de Développement (OMD et ODD) et perspectives au Niger

***En préparation du lancement officiel des ODD en juin 2016***

## 1. Quel est l'état de mise en œuvre des OMD au Niger ?

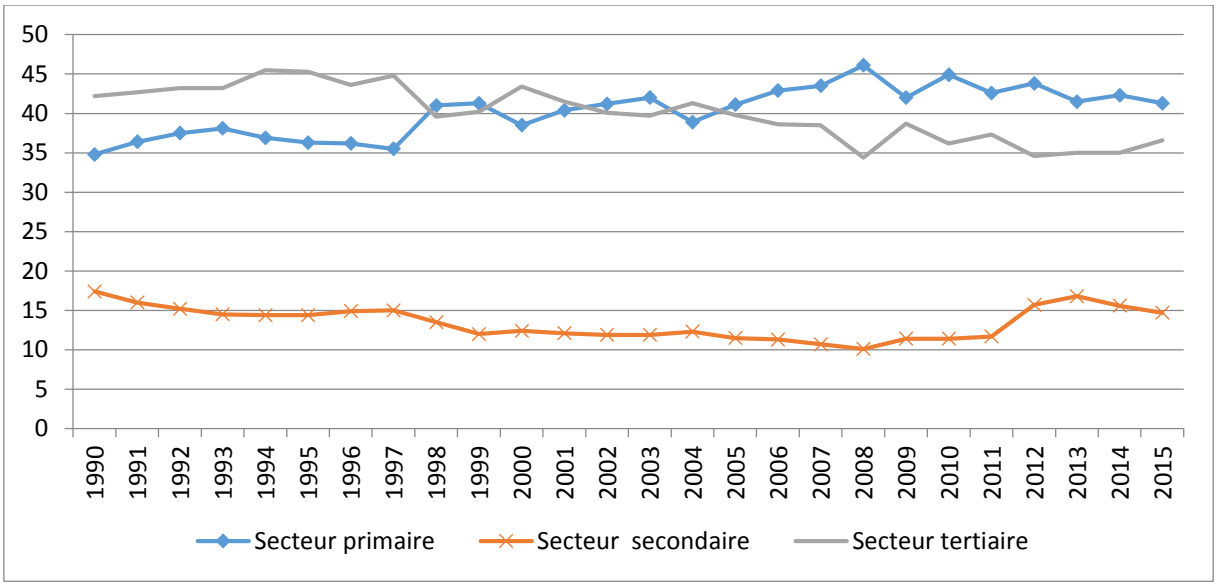
Les Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD) adoptés en septembre 2000 par l'Assemblée Générale des Nations Unies à travers la "Déclaration du Millénaire" ont été conçus pour donner un nouveau souffle à l'architecture mondiale du développement. Définis autour de huit (8) objectifs déclinés en 18 cibles puis 21 en 2008, les OMD ont été traduits en programmes de développement nationaux par les Etats signataires en vue d'une amélioration sensible des conditions socioéconomiques des populations à l'horizon 2015. Ainsi, au Niger, les OMD ont été intégrés dans la Stratégie de Réduction de la Pauvreté première génération (SRP 2002-2006), puis la deuxième génération (SDRP[1] 2008-2012) et enfin dans le PDES 2012-2015 dont l'Axe3 (Initiative 3N) prend en charge la problématique de la « sécurité alimentaire et développement agricole durable » et renforcé par le MAF (cadre d'accélération de l'OMD1) piloté par les Nations Unies. Quant aux Objectifs de Développement Durable (ODD), ils seront intégrés au nouveau Plan National de Développement qui sera développé au cours de cette année. Les rapports nationaux régulièrement produits dénotent de progrès significatifs mais insuffisants vers l'atteinte des OMD dans la plupart des pays d'Afrique subsaharienne. La présente note constitue une description synthétique de l'état de mise en œuvre des OMD au Niger ainsi que les leçons tirées pour une meilleure mise en œuvre des ODD.

### *1.1. Les performances économiques enregistrées entre 1990 et 2015*

Avant de donner un bref aperçu de l'état de mise en œuvre des OMD au Niger, rappelons le contexte économique qui en a constitué le socle. A l'instar de la plupart des pays de l'Afrique subsaharienne, l'économie du Niger est fortement dépendante de la production agricole qui constitue la majeure partie des activités du secteur primaire et tributaire des aléas climatiques. Le graphique ci-dessous montre trois phases d'évolution de la production du secteur primaire entre 1990 et 2015 correspondant à la période de référence pour la mise en œuvre des OMD. La première phase correspond à la période de 1990 à 1997 pendant laquelle le PIB du secteur primaire a évolué en dessous de celui du secteur tertiaire, la deuxième s'observe entre 1998 et 2004 où les deux secteurs d'activités ont en moyenne le même poids économique. La troisième et dernière phase correspond à la dernière décennie pendant laquelle le PIB du secteur primaire s'est nettement situé au-dessus de celui du tertiaire pour complètement dominer le PIB total.

[1] Stratégie de Développement accéléré et de Réduction de la Pauvreté

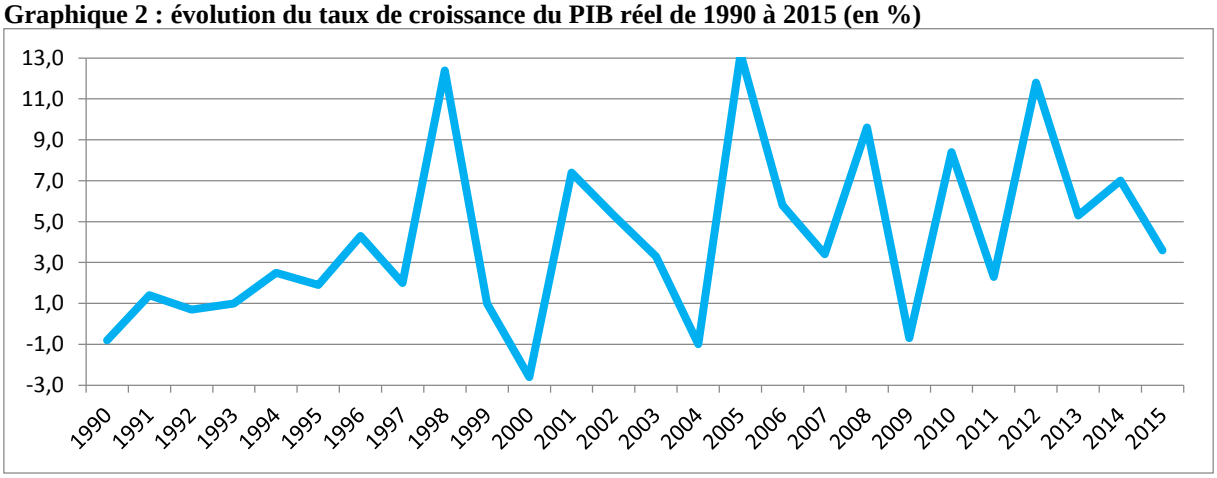
**Graphique 1 : évolution des poids des différents secteurs d'activité économique de 1990 à 2015**




Source : Institut National de Statistique (INS), Niger

La domination de la production agricole sur le PIB total au cours de la dernière décennie, le rend erratique au gré de l'état de la pluviométrie enregistrée d'une année à l'autre. Ainsi, le graphique ci-dessous illustre une croissance économique ayant évolué en dents de scie au Niger entre 1990 et 2015 avec des pics exceptionnels en 1998, 2005 et 2012. En dehors du pic de 2012 entrainé par la forte croissance du secteur secondaire (49.5%) tiré par le sous-secteur des activités extractives ayant cru de 115.2% grâce à la production pétrolière amorcée. Il faut aussi noter qu'à 5.6%, le taux de croissance économique moyen enregistré sur la dernière décennie (2006-2015) reste inférieur au taux escompté (7%) pour une réduction sensible de la pauvreté au Niger dans le cadre de la mise en œuvre des OMD. Il en est de même du taux moyen enregistré sur les cinq dernières années (2011-2015) qui se chiffre à environ 6% et largement imputable à la performance de 2012 dans un contexte démographique assez dynamique (3,9%). Enfin, il faut préciser que les performances économiques enregistrées sur la période de référence pour la mise en œuvre des OMD sont soutenues par un contexte macroéconomique relativement stable car de 1991 à 2015, le Niger a enregistré en moyenne annuelle un niveau d'inflation de 2,2%, soit contenu en dessous du critère de convergence de l'UEMOA.

**Graphique 2 : évolution du taux de croissance du PIB réel de 1990 à 2015 (en %)**




Source : Institut National de Statistique (INS), Niger

### *1.2. L'évolution des OMD et des indicateurs socio-économiques entre 1990 et 2015*

***Des progrès réels mais insuffisants pour l'atteinte des OMD***

Le Niger est un pays aux caractéristiques socio-économiques particulières. Sa population est estimée à 18,5 millions d'habitants en 2015 contre 7,7 millions en 1990, elle a donc plus que doublé sur la période référence pour la mise en œuvre des OMD. En fait, avec un taux d'accroissement annuel moyen de sa population de 3,9% (RGPH 2012) associé à un ISF (Indice Synthétique de Fécondité) de 7.6 enfants par femme en âge de procréer, le Niger présente un taux de progression démographique parmi les plus élevés au monde. Ce phénomène, qui n'est pas sans conséquence sur les agrégats macroéconomiques et la mise en œuvre des OMD entraine une pression supplémentaire en matière de demande de services publics. A titre illustratif, le revenu national brut par tête est estimé à 908 dollar PPA, contre une moyenne de 3363 pour l'Afrique subsaharienne et 3085 pour les pays à faible niveau de développement humain pour 2014, en PPA 2011.

Ce faible niveau de revenu par tête au Niger, en lien avec d'autres facteurs socioéconomiques, peut jouer en cascade sur la plupart des OMD qui sont essentiellement des objectifs sociaux. A cet effet, comme l'indique le tableau ci-dessous, les efforts déployés dans la mise en œuvre des OMD n'ont pas suffi pour atteindre la plupart des cibles escomptées à l'horizon 2015. Cependant, des progrès notables ont été enregistrés y compris en matière de réduction de la pauvreté avec une incidence passée de 63% en 1993 à 45,4% en 2014 ; ou encore en matière de scolarisation des enfants au primaire pour laquelle le Taux Net de Scolarisation (TNS) est passé de 18% en 1992 à 61,5% en 2014. D'autres progrès ont également été enregistrés vers l'atteinte des OMD en particulier concernant la réduction de la mortalité infantile dont le taux est passé de 318‰ en 1992 à 126‰ en 2015 (voir graphique 3 ci-dessous) et surtout dans le cadre du combat contre le VIH et l'accès à l'eau potable pour lesquels les cibles fixées pour 2015 ont été atteintes.

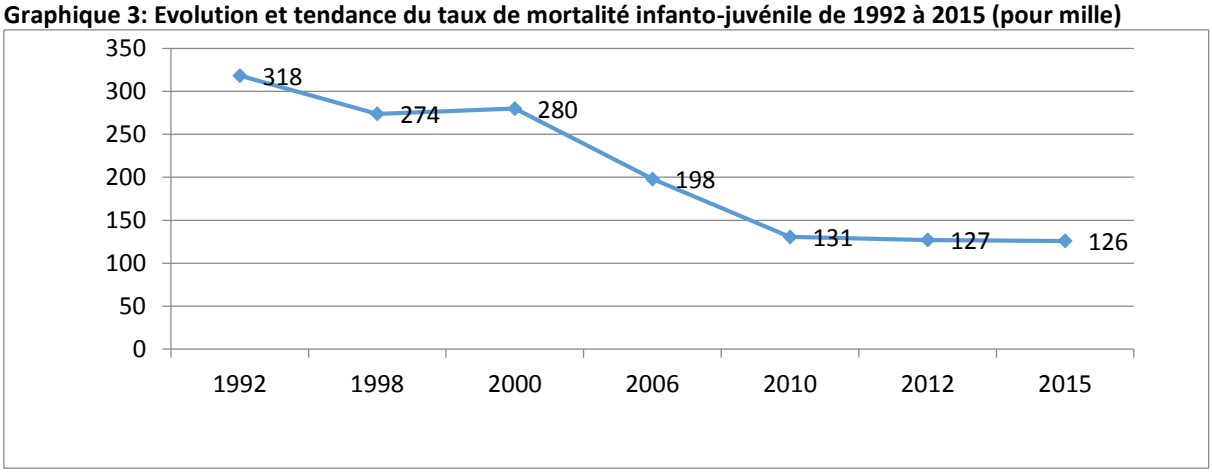
Concernant les autres indicateurs sociaux, en particulier nutritionnels, la proportion des enfants de moins de cinq (5) ans présentant une insuffisance pondérale a très peu évolué entre 1992 (36,2%) et 2015 (31,5%) avec même des épisode d'aggravation de la situation en 2000 (39,6%), 2006 (44,4%) et 2012 (36,8%). Par ailleurs, le taux d'alphabétisation de la population âgée de 15-24[2] ans est passé de 13% en 1988 à 44,2% en 2014 alors que moins d'un tiers de la population de 15 ans et plus (28,4%) est alphabétisé en 2014 dont 40,1% pour les hommes (40,1%) et seulement 18,1% pour les femmes. Le rapport filles/garçons au primaire est passé de 56% en 1991 à 82% en 2014, contre une évolution de 41% à 67,4% pour le secondaire et passe de 34% en 2005 à 48% en 2014 pour le supérieur.

| **Tendances sur les principaux indicateurs OMD au NIGER** | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| | **Objectif** | **Indicateurs** | **Base** | Cible | Etat actuel | Etat de progrès |
| | | | **1990** | 2015 | | |
| OMD 1 | Eliminer l'extrême pauvreté et la faim | *Pourcentage de la population vivant en dessous du seuil national de pauvreté* | 63% (1993) | 31,50% | *45,3% (2014)* | **insuffisant** |
| OMD 2 | Assurer l'éducation primaire pour tous | *Taux net de scolarisation dans le primaire* | 18% (1992) | 100% | *61,5% (2014)* | **insuffisant** |

[2] RGPH 1988 et 2012, EDSN 2006, ECVMA 2011 et 2014

| | | | | | | |
|---|---|---|---|---|---|---|
| OMD 3 | Promouvoir l'égalité des sexes et l'autonomisation des femmes | *Indice de parité entre sexes (IPS) dans l'enseignement primaire* | 62,50% 1998 | 100% | 82,0% (2014) | **insuffisant** |
| OMD 4 | Réduire la mortalité des enfants de moins de 5ans | *TM des enfants de moins de 5 ans (pour 1000 naissances vivantes)* | 318 (1992) | 106 | 126 (2015) | **insuffisant** |
| OMD 5 | Améliorer la santé maternelle | *Taux de mortalité maternelle (pour 100 000 naissances vivantes)* | 700 1995 | 175 | 520 (2015) | **insuffisant** |
| OMD 6 | Combattre le VIH/SIDA, le palu. et autres maladies | *Taux de prévalence du VIH/Sida* | 0,87 (2002) | | 0.4% (2012) | **atteint** |
| OMD 7 | Assurer un environnement durable | *Accès à assainissement amélioré* | 11,9% (1992) | 23,8% | 19,7%(2012) | **probable** |
| | | *Accès amélioré à l'eau* | 15,2% (1990) | 30,4% | 67,7%(2014) | **atteint** |

**Graphique 3: Evolution et tendance du taux de mortalité infanto-juvénile de 1992 à 2015 (pour mille)**



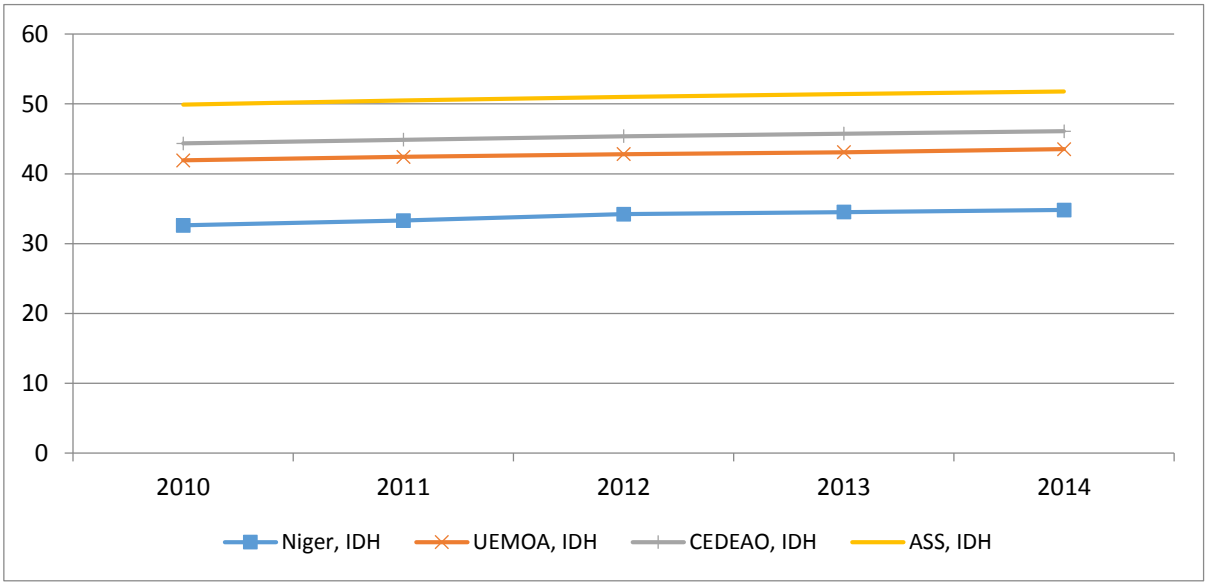

Source : EDSN 1992,1998, 2006, 2012 ; ENISED 2015

***Les progrès récents en matière de développement humain***

Le Niger est régulièrement placé en dernière position du classement mondial des niveaux d'IDH. Ainsi, l'IDH du Niger est bien inférieur à la moyenne de l'UEMOA, de la CEDEAO ou encore de l'Afrique Subsaharienne dans son ensemble (graphique 4). Toutefois, il convient de noter que l'IDH du pays a constamment augmenté entre 2010 et 2014; passant d'une valeur de 0,326 à 0,348. De plus, il semble que l'IDH du Niger augmente plus rapidement que celui du reste de la région. En effet, le niveau de développement humain du Niger a progressé de 6,7% entre 2010 et 2014. De même, le taux de croissance de l'IDH de l'Afrique Sub-Saharienne (ASS) s'établit à seulement 3,8% entre 2010 et 2014. En outre, la composante revenue de l'IDH présente des caractéristiques similaires et les espaces communautaires : bien que le niveau de PIB/habitant du Niger soit bien inférieur à celui de l'UEMOA ou de l'Afrique Sub-Saharienne dans son ensemble (graphique 5), l'indicateur présente des taux de croissance encourageant (plus de 20% de croissance du PIB/habitant entre 2010 et 2014). Ainsi, bien

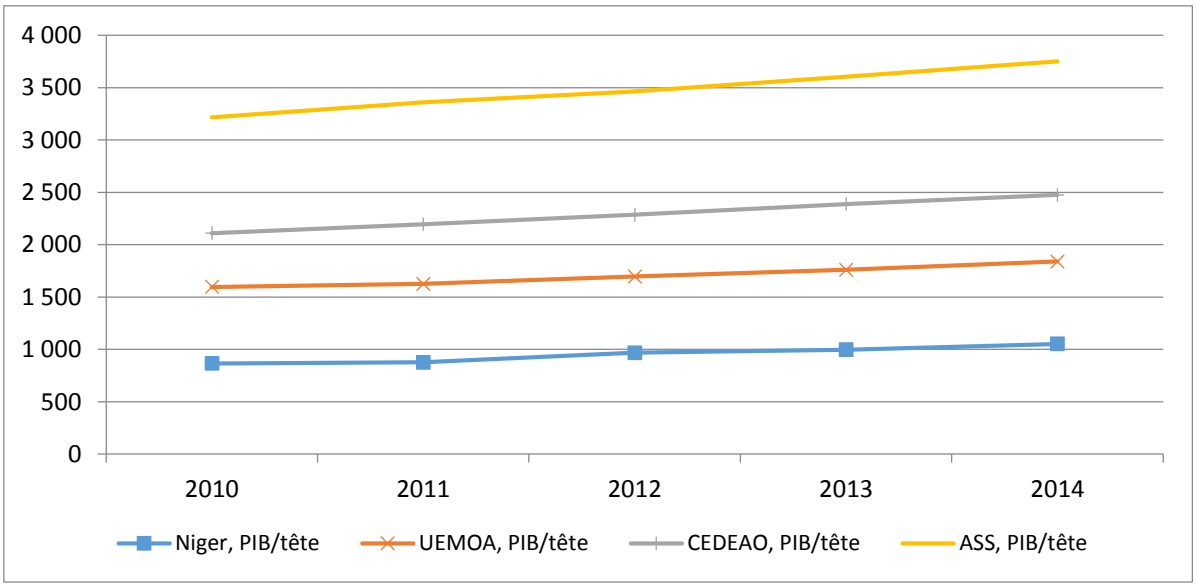
que le niveau de développement du Niger soit parmi les plus bas du monde, la vitesse de progression de l'IDH national semble indiquer un phénomène de rattrapage en cours.

**Graphique 4 : évolution comparée IDH (2010-2014)**




**Source : RMDH2015**

**Graphique 5 : évolution comparée PIB/tête (2010-2014)**




**Source : Banque mondiale**

## 2. Quel est le chemin qui reste à parcourir et les principaux défis à relever?

A l'image de la plupart des pays en développement, l'Agenda des OMD reste inachevé au Niger malgré les progrès enregistrés dans nombre de domaines (pauvreté, éducation, santé, etc.). En effet, des gaps plus ou moins importants existent au niveau de tous les OMD et de ce fait l'Agenda 2030 des ODD et l'Agenda 2063 de l'Union Africaine doivent être saisis par le Niger comme une opportunité pour lever les défis et les goulots d'étranglement à l'atteinte des objectifs de développement. Au regard des leçons tirées de la mise en œuvre des OMD au Niger, les efforts doivent être redoublés non seulement

pour les OMD en progression (on track : incidence pauvreté, éducation, mortalité infantile, mortalité maternelle, etc.) mais surtout pour ceux qui sont en régression (off track : incidence du paludisme et pourcentage des forêts).

Ainsi, la mise en œuvre des Agendas 2030 et 2063 intégrés au Plan National de Développement, en plus des défis transversaux de développement (croissance démographique, inégalités liées au genre, etc.) devrait spécifiquement s'attaquer à la faible diversification et au caractère informel de l'économie fortement préjudiciable à la mobilisation des ressources internes, gages de la durabilité des interventions de développement. Il importe également de lever le défi lié à l'équilibre entre les interventions d'urgence et les interventions de développement durable à travers notamment un investissement intensif dans la consolidation des bases productives, la transformation des produits agricoles et pastoraux ainsi que la promotion des chaines de valeurs. Des efforts doivent également être fournis dans le sens de la scolarisation et la formation des jeunes déscolarisés en vue d'exercer des professions indépendantes ainsi que la création d'emplois décents, particulièrement pour les jeunes et les femmes.

Des mesures doivent également être prises pour enrayer la malnutrition chez les enfants de moins de 5 ans et améliorer la couverture vaccinale. D'autres défis de taille doivent également être relevés comme la mise en œuvre de la directive gouvernementale sur les transferts des compétences de l'Etat aux collectivités territoriales car les ODD doivent être déclinés et mis en œuvre jusqu'au niveau local ou encore la question relative au renforcement des capacités de l'administration publique pour sensiblement améliorer l'absorption des ressources.

### 3. Rôle des principaux acteurs de développement dans la mise en œuvre des ODD

L'une des leçons principales tirées de la mise en œuvre des OMD pour améliorer celle des ODD concerne l'implication et la participation tout au long du processus de tous les acteurs de développement (l'Etat, les entités décentralisées, la Société civile, le secteur privé, les leaders religieux et traditionnels et les PTFs). En effet, les interventions en matière de développement socioéconomiques réussissent mieux lorsque tous les acteurs concernés se les approprient et coordonnent leurs actions. Le SNU à travers son Groupe de Développement a déjà défini un cadre d'appui aux équipes pays dans la mise en œuvre des ODD. Ce cadre est articulé autour de trois axes principaux qui sont :

- l'intégration des ODD dans les plans nationaux de développement ;
- l'allocation des ressources vers les secteurs prioritaires, le renforcement des synergies et des partenariats ainsi que l'accélération du processus d'atteinte des objectifs; et
- la mise à disposition à temps de l'expertise du SNU de façon efficace et efficiente.

Pour opérationnaliser son appui à l'intégration des ODD dans les politiques nationaux, l'UNITAR (institut de recherche des Nations Unies) et UNDESA (département des affaires économiques et sociales des Nations Unies) ont élaboré des outils techniques à cet effet. Dans ce sens, certaines catégories d'acteurs nationaux de développement (administration publique, société civile et PTFs) ont déjà bénéficié d'une première formation sur ces outils techniques lors des ateliers de Johannesburg (11-12 juin 2016, régions Afrique australe et orientale) et de Dakar (21-22 juin 2016, régions Afrique centrale et de l'Ouest) organisés en collaboration entre le PNUD et l'Union Africaine avec l'appui financier du Gouvernement du Kazakhstan dans le cadre de la coopération Sud-Sud.